

PARLAMENT
der Deutschsprachigen
Gemeinschaft Belgiens

45 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
04. November 2026

Platz des Parlaments 1 | B-4700 EUPEN | +32 (0)87 31 84 00 | info@pdg.be

www.pdg.be

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN 3

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft 3
Abgeordnetenkammer 3
Parlement de Wallonie 4
Vlaams Parlement 6
Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles 7
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB) 7
Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC) 7

NEUES AUS DEN REGIERUNGEN 8

Föderalregierung 8
Belgische Nationalbank 8
Vlaamse Regering 9

BELGISCHES STAATSBLATT 11
QUELLENVERZEICHNIS 19

Neues aus den Parlamenten

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Matinee im Parlament



Zum Vortrag: Als kleines Gebiet im Herzen Europas spiegelt unsere Region in ihrem eigenen Maßstab die großen Umwälzungen der europäischen Geschichte wider. … weiter lesen

Regierungskontrolle im November 2026



Die kommenden öffentlichen Regierungskontrollsitzungen finden vom 3. bis zum 5. November sowie am 9. November 2026 statt. … weiter lesen

AKTUELLE TERMINE

Ausschusssitzungen:

Montag, 09.11.2026
Ausschuss I für allgemeine Politik und Zusammenarbeit, Finanzen, lokale Behörden, Raumordnung, Energie, nachhaltige Entwicklung und Wirtschaftsförderung
Tagesordnung

Dienstag, 10.11.2026
Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz
Tagesordnung

Donnerstag, 12.11.2026
Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung
Tagesordnung

Dokument Nr. 177 (2026-2027) Nr. 1
26.10.2026
Dekretentwurf zur Zustimmung zu dem Rahmenabkommen zwischen dem Königreich Belgien und dem Großherzogtum Luxemburg über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Gesundheitswesen, geschehen zu Brüssel am 29. März 2023

Dokument Nr. 176 (2026-2027) Nr. 1
22.10.2026
Beschlussvorschlag zur Genehmigung des Entwurfs eines Geschäftsführungsvertrags zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Belgischen Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft (BRF) (2027-2030)

DE KAMER BE LA CHAMBRE BE
Abgeordnetenkammer

Dokument Nr. 56K1853
29.10.2026
Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en ce qui concerne la dispense de certificat médical pour le premier jour d'incapacité de travail.

Dokument Nr. 56K1852
28.10.2026
Proposition de loi modifiant la loi du 8 novembre 2023 relative au statut d'administrateur d'une personne protégée en vue de supprimer l'obligation pour les mandataires professionnels de s'inscrire au registre national des administrateurs professionnels.

Dokument Nr. 56K1849
28.10.2026
Proposition de déclaration de révision de l'article 30 de la Constitution en vue d'étendre la protection des langues.

Dokument Nr. 56K1847
30.10.2026
Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2025 exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail en ce qui concerne la cotisation de solidarité renforcée.

PARLEMENT DE WALLONIE

Parlement de Wallonie

SEANCE PLENIERE: 04/11/2026

1 – PRISES EN CONSIDÉRATION

2 – PROPOSITION DE DÉCRET

1. Proposition de décret insérant un Titre V/1 relatif aux zones de protection contre les inondations dans le Code du Développement territorial, déposée par Mme Dejardin, M. Devin, Mme Özen, MM. Lefèbvre, Crampont et Mme Morreale (Doc. **611** (2025-2026) N° 1 à 4)

3 – RAPPORT

1. Rapport de la Conférence des présidents relatif à la suggestion de commission délibérative intitulée « Comment la Région wallonne peut-elle soutenir et faciliter les initiatives citoyennes de partage et de communs ? »

4 – PROJETS DE MOTION

1. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Hanus à Mme Dalcq, Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité, sur le paquet Omnibus X ou l'opération « Cancer pour tous » de la Commission européenne par Mme Hanus et M. Fontaine (Doc. **715** (2026-2027) N° 1) et par MM. Dewez et Jacob (Doc. **716** (2026-2027) N° 1)

2. Projets de motion déposés en conclusion du débat sur les orientations budgétaires pour l'année 2027 par M. Mugemangango, Mme Bernard et M. Liradelfo (Doc. **718** (2026-2027) N° 1) et par Mme De Bue, MM. Blondel et Tzanetatos (Doc. **719** (2026-2027) N° 1)

3. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Dejardin à M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, sur l'annonce de la Conférence permanente des intercommunales wallonnes de gestion des déchets (COPIDEC) concernant l'augmentation de la facture des déchets par M. Liradelfo et Mme Ammi (Doc. **722** (2026-2027) N° 1), par Mmes Dejardin, Roberty et M. Lepine (Doc. **723** (2026-2027) N° 1) et par Mme Jacqmin et M. Daye (Doc. **724** (2026-2027) N° 1)

4. Projets de motion déposés en conclusion des interpellations de Mme Hanus à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur le cynisme politique entourant l'adoption de la nouvelle grille tarifaire du réseau LeTEC, de M. Mugemangango à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur la hausse des tarifs du réseau LeTEC et de M. Hazée à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur la hausse insensée des tarifs du réseau LeTEC par M. Mugemangango (Doc. **725** (2026-2027) N° 1), par Mme Fafchamps, MM. Dewez, J.-P. Bastin et Chintinne (Doc. **726** (2026-2027) N° 1), par Mme Hanus, MM. Lefèbvre et Crampont (Doc. **727** (2026-2027) N° 1) et par M. Hazée et Mme Linard (Doc. **728** (2026-2027) N° 1)

L'accessibilité des services publics en langue allemande dans le cadre de la rationalisation administrative

Question orale CRIC 19 (2026-2027) 1 du 12/10/2026

de MAUEL Christine
à GALANT Jacqueline, Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives

Mme Christine Mauel (MR). – Madame la Ministre, le Conseil communal de Lontzen a adopté, le 14 septembre dernier, une résolution en faveur du maintien de l'antenne DIV sur sa commune. Selon des informations communiquées à la Commune le 23 juillet, cette antenne pourrait fermer à partir de janvier 2027. La résolution évoque un différend entre la Région wallonne et l'État fédéral concernant l'utilisation et le financement des locaux, ainsi qu'un taux d'occupation jugé insuffisant. Lontzen demande aux autorités de rechercher une solution et de publier les critères et les données qui fonderaient une décision de fermeture.

Si la décision relative à l'organisation de la DIV relève du niveau fédéral, la commune appelle la Wallonie à contribuer à la résolution de la question des locaux. Elle souligne que cette antenne constitue le seul guichet DIV où les citoyens peuvent être accueillis en allemand. Sa fermeture entraînerait des déplacements plus longs, notamment vers Wandre, et aurait des conséquences pour les habitants de la Communauté germanophone.

La Wallonie participe-t-elle actuellement aux discussions relatives à l'utilisation et au financement des locaux de Lontzen ? Quels échanges ont eu lieu avec les autorités fédérales et la Commune ? Quelles solutions pourraient permettre d'éviter une fermeture liée à ce différend ?

Plus largement, dans le cadre de la réorganisation de l'administration wallonne, comment le Gouvernement évalue-t-il les conséquences sur l'accès territorial aux services et sur la possibilité d'être accompagné en allemand ? Des critères spécifiques sont-ils prévus pour les services qui assurent cet accès aux citoyens germanophones ? Le Gouvernement entend-il garantir qu'aucune réorganisation ne fragilise l'accès effectif aux services publics en allemand, sans évaluation préalable de ses conséquences pour les usagers ?

Mme Jacqueline Galant, Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives. – Madame la Députée, je tiens tout d'abord à rappeler que la compétence relative au contrôle technique des véhicules a été transférée aux Régions dans le cadre de la sixième réforme de l'État et est exercée par la Wallonie depuis 2015, tandis que l'immatriculation des véhicules demeure une compétence fédérale. Cette distinction est essentielle lorsqu'il est question de l'organisation des antennes de la Direction pour l'immatriculation des véhicules.

Historiquement, les organismes de contrôle technique étaient tenus, dans le cadre de leurs conditions d'agrément, de mettre gratuitement des locaux à disposition des antennes de la DIV. Cette obligation avait été instaurée à une époque où le contrôle technique et l'immatriculation relevaient du même niveau de pouvoir. À la suite du transfert du contrôle technique aux Régions, le Gouvernement wallon a considéré qu'il n'était plus cohérent d'imposer à des opérateurs économiques exerçant des missions régionales de mettre gratuitement leurs infrastructures à disposition d'un service relevant de l'autorité fédérale.

Dans cette logique, le Gouvernement wallon a adopté l'arrêté du 6 juin 2024, supprimant cette obligation à compter du 1er janvier 2027. Cette décision a été communiquée aux autorités politiques fédérales compétentes, ainsi qu'au SPF Mobilité et Transports dès sa publication, même préalablement à celle-ci. À l'approche de cette échéance et en l'absence de démarches entreprises par les autorités fédérales auprès des organismes de contrôle technique wallon, l'administration régionale a pris l'initiative de rappeler cette évolution à ses homologues fédéraux.

Parallèlement, les organismes de contrôle technique ont été invités à prendre contact avec la DIV afin de proposer le maintien de la mise à disposition des locaux, cette fois à titre onéreux. Une offre fondée sur les coûts réels, comprenant l'amortissement des infrastructures et les charges afférentes, a ainsi été transmise début mai 2026. À la suite de cette démarche, la Régie des bâtiments a pris contact avec les organismes à la mi-juillet afin d'examiner la possibilité de louer certaines antennes pour une durée de trois ans.

S'agissant plus particulièrement de l'antenne de Lontzen, les décisions relatives au maintien des antennes décentralisées de la DIV, à leur localisation ou à leur éventuel transfert vers d'autres bâtiments relevant de la Régie des bâtiments, appartiennent à l'autorité fédérale compétente en matière d'immatriculation des véhicules. Il revient au SPF Mobilité et Transports d'évaluer les besoins opérationnels et le maillage territorial nécessaire à l'exercice de ses missions. J'entends néanmoins les préoccupations exprimées par les autorités locales et les habitants de la Communauté germanophone. La Wallonie a veillé à anticiper cette transition et à favoriser les échanges entre les différentes parties concernées, afin que des solutions puissent être examinées. Concernant plus largement l'accès aux services publics en langue allemande, le Gouvernement wallon demeure attentif à la qualité du service rendu aux citoyens germanophones, notamment dans le cadre des évolutions de l'organisation administrative régionale. S'agissant plus particulièrement de l'antenne de Lontzen, je rappelle que les décisions relatives à l'organisation territoriale des services de la DIV relèvent de la compétence de l'autorité fédérale.

Mme Christine Mauel (MR). – Merci, Madame la Ministre, pour ces informations et d'avoir rappelé l'organisation des antennes. Je sais que les discussions sont en cours entre le ministre fédéral des Transports et le Gouvernement germanophone, qui sont à la recherche de solutions pour les locaux. J'entends également que, en tant que ministre wallonne, vous contribuez également à cette concertation et vous êtes bien consciente du fait que, plus largement, l'accès territorial et linguistique doit être pleinement intégré à l'évaluation de ces réorganisations.

Les alternatives concernant la forme et la localisation du télescope Einstein

Question orale CRIC 24 (2026-2027) 1 du 13/10/2026

de MOCKEL Freddy
à JEHOLET Pierre-Yves, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique

M. Freddy Mockel (Ecolo). – Monsieur le Ministre, le 1er octobre dernier, j'ai pu assister au colloque sur le sous-sol wallon organisé par la CRAEC dans les locaux du CESE de Wallonie, à Liège. À côté du panel sur les ressources minières de notre région, il y avait aussi une présentation sur le télescope Einstein qui a retenu mon attention. Il a notamment été rappelé le moratoire temporaire sur toute une série d'activités susceptibles d'entraîner du bruit sismique dans un périmètre de recherche et de protection.

La configuration initialement prévue pour la candidature de l'Euregio Meuse-Rhin pour le télescope Einstein était sous la forme d'un triangle. Les candidats concurrents en Saxe et en Sardaigne privilégient une forme en « L ». La presse francophone en a peu parlé, mais le responsable de la task force wallonne du projet « télescope Einstein » a confié à l'auditoire que cette forme alternative serait actuellement également étudiée sur notre territoire. Il est, en effet, bienvenu de mettre toutes les chances de notre côté pour faire aboutir ce projet, y compris des collaborations et des efforts diplomatiques. Ces pistes alternatives doivent également être accompagnées.

Cette piste est susceptible d'entraîner un changement dans les périmètres d'étude et dans une éventuelle future implantation. La forme en « L » se décline en effet sur d'autres dimensions et coordonnées que la forme triangulaire.

Monsieur le Ministre, êtes-vous au courant de cette piste alternative ? Comment est-elle suivie par l'administration ? Qu'implique-t-elle en termes de périmètre de recherche, et en particulier sur le moratoire sur toute nouvelle activité susceptible d'induire du bruit sismique ? Ce périmètre se retrouve-t-il modifié ? Quel territoire couvre-t-il actuellement ?

M. Pierre-Yves Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique. – Monsieur le Député, voilà un dossier important soutenu par le Gouvernement wallon, comme il est soutenu par le Gouvernement flamand, le Gouvernement de la Communauté germanophone et le Gouvernement fédéral. Il constitue un enjeu majeur sur le plan scientifique, sur le plan économique, sur le plan de l'attractivité de la Région wallonne, ainsi que sur le plan éducatif en suscitant des vocations dans les métiers scientifiques – et nous en avons besoin. Le CERN est un exemple à copier.

Avec nos partenaires de l'Euregio Meuse-Rhin, nous finalisons actuellement la réalisation des études scientifiques qui permettront de déterminer avec précision notre capacité à accueillir un télescope Einstein sous forme de triangle sur le sol wallon. En parallèle, afin de maximiser nos chances d'attirer cette infrastructure scientifique de stature mondiale, nous étudions avec le même sérieux la faisabilité d'un « L ».

Je précise que, à la demande de l'Organisation européenne du télescope Einstein, une étude préliminaire sur la configuration en « L » en Euregio Meuse-Rhin avait déjà été menée l'année dernière. En juillet 2026, le Conseil consultatif scientifique de l'Euregio Meuse-Rhin, notamment composé d'unscientifique de l'Université de Liège, a recommandé d'élargir le champ d'application de cette première étude. C'est donc en cohérence avec ces recommandations que nous étudions désormais de façon exhaustive une configuration en L.

À ce titre, la task force pour le télescope Einstein est en contact très régulier avec les autorités locales et les administrations concernées de façon à anticiper les besoins et implications du territoire wallon en matière d'énergie, d'habitat, d'urbanisme ou encore d'environnement.

Des échanges avec les riverains et responsables des communes concernées sont par ailleurs prévus dans les semaines qui viennent, afin de faire converger une communication unifiée et comprise par toutes et tous, condition sine qua non pour que le télescope dépasse le statut de joyau de scientifique et devienne un levier de développement et de croissance pour toute une région à horizon 2100. Je pense que c'est un objectif que vous partagez, puisque, à l'initiative de Valérie Bluge, une proposition de résolution a été adoptée à l'unanimité dans ce Parlement. Soyez assurés que le Gouvernement wallon fait tout ce qu'il est possible de faire et d'imaginer pour soutenir cette infrastructure et cet investissement.

M. Freddy Mockel (Ecolo). – Merci, Monsieur le Ministre, pour votre réponse en ce qui concerne l'information – qui serait donc imminente – aux autorités locales. C'est très important, car ce sont elles qui seront également impactées par tous les travaux préparatoires, si jamais nous avons la chance d'accueillir ce projet.

La question s'est retrouvée ici, mais ce n'est pas pour rien que je l'avais à l'origine adressée au ministre de l'Aménagement du territoire : ma question avait trait à l'impact sur le périmètre qui était exigé. Je suppose que ce point est encore à l'étude, d'après votre réponse.

J'y reviendrai éventuellement dans les semaines ou les mois qui viennent, dès que j'aurai une nouvelle information.

Vlaams Parlement

Dokument Nr. 1045 (2026-2027) nr. 1
27.10.2026
Ontwerp van decreet over de opheffing van de centra voor deeltijds onderwijs en programmatie en rationalisatie in het basisonderwijs en het secundair onderwijs

Dokument Nr. 1042 (2026-2027) nr. 1
27.10.2026
Conceptnota voor nieuwe regelgeving over minder plan- en rapporteringslasten voor de lokale besturen

Wat werd er beslist in de plenaire vergadering van 28 oktober?

29 oktober 2026

Op woensdag 28 oktober kwam het Vlaams Parlement samen in de plenaire vergadering. Eerst stelden de volksvertegenwoordigers hun actuele vragen aan de ministers. Daarna werd er gestemd over vier ontwerpen van decreet en een voorstel van resolutie. Wat werd er beslist?

Uitgebreide controle van het strafregister moet minderjarigen beter beschermen

Sinds 2023 moeten bepaalde organisaties het strafregister controleren van nieuwe medewerkers

die met minderjarigen werken. Die verplichting moet kinderen en jongeren beter beschermen tegen grensoverschrijdend gedrag.

Na een evaluatie van de bestaande regels keurde het Vlaams Parlement een wijzigingsdecreet goed. De Vlaamse Regering wil de controle uitbreiden en daarbij in het jeugdwerk en de armoedesector geen onderscheid meer maken tussen professionele medewerkers en vrijwilligers. De aanpassingen sluiten ook aan bij aanbevelingen van de bijzondere parlementaire commissie die de aanpak van seksueel misbruik in de Kerk en in andere gezagsrelaties in het algemeen en van de rol van instellingen en voorzieningen op het terrein van jeugd, welzijn en onderwijs in het bijzonder onderzocht.

Nieuwe regels moeten methaanuitstoot in de energiesector verminderen

Methaan is na CO_2 het belangrijkste broeikasgas dat door menselijke activiteiten wordt uitgestoten. Om de uitstoot ervan te verminderen, keurde het Vlaams Parlement een nieuw decreet goed.

Daarmee wordt de Vlaamse regelgeving afgestemd op Europese regels die de uitstoot van methaan in de energiesector moeten terugdringen. Het decreet legt vooral de juridische basis voor verdere maatregelen.

Personeel voor onderwijs, sport en cultuur in gevangenissen verhuist naar Vlaams agentschap

Vanaf 1 januari 2027 neemt het Agentschap Justitie en Handhaving de coördinatie van onderwijs-, sport- en cultuuractiviteiten in gevangenissen en detentiehuizen over.

Die taken worden momenteel uitgevoerd door de vzw's De Rode Antraciet en Vocvo. Het Vlaams Parlement keurde een decreet goed dat de overname van de betrokken personeelsleden regelt. Ook de taken en het bijbehorende budget worden overgedragen. Zo wil de Vlaamse Regering de hulp- en dienstverlening aan personen in detentie meer centraal organiseren.

Vlaanderen kiest voor één gesubsidieerde multisportfederatie

Het Vlaams Parlement keurde nieuwe regels goed voor de erkenning en subsidiëring van sportfederaties. Voortaan zal Vlaanderen nog één multisportfederatie subsidiëren, in plaats van de huidige zeven.

Door de krachten te bundelen wil de Vlaamse Regering meer mensen bereiken en de beschikbare middelen efficiënter inzetten. De nadruk ligt op toegankelijk sporten, verschillende sporten voor jongeren, actief ouder worden en mensen die moeilijker de weg naar sport vinden. Daarnaast verandert de ondersteuning van sportfederaties. Zo komt er meer aandacht voor de opleiding, begeleiding en verdere ontwikkeling van trainers.

Resolutie over Palestijnse beursstudenten uit Gaza

Dertien Palestijnse studenten en onderzoekers uit Gaza kregen een studieplaats en een beurs van Vlaamse hogeronderwijsinstellingen. Door de situatie in Gaza kunnen ze voorlopig niet naar België reizen en hun opleiding of onderzoek starten.

Via een voorstel van resolutie vraagt het Vlaams Parlement aan de Vlaamse Regering om bij de federale regering aan te dringen op nieuwe gesprekken. Daarbij moet worden onderzocht of er een oplossing mogelijk is om de betrokken studenten en onderzoekers naar België te laten komen.

In onze terugblik op de plenaire vergadering bespreken we enkel ontwerpen en voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie die werden goedgekeurd. Het volledige verslag van de plenaire vergadering vind je hier.

Hoe blijft het welzijn van kinderen centraal staan na een scheiding?
28 oktober 2026

Een scheiding kan een grote impact hebben op kinderen, zeker wanneer ouders in langdurige conflicten verwikkeld raken. De campagne 'Ouderschap blijft' wil gezinnen daarbij ondersteunen. Maar hoe wordt de veiligheid van kinderen gegarandeerd? En welke hulp is er beschikbaar bij complexe scheidingen? Die vragen kwamen aan bod in de Commissie voor Welzijn, Volksgezondheid, Gezin, Armoedebestrijding en Gelijke Kansen. ... verder lezen

Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Dokument Nr. 332 (2026-2027)
28.10.2026
Projet de décret modifiant le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos

Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

Dokument Nr. Fiche B-80-26/27
07.10.2026
Projet d'ordonnance relative à la prévention et l'interdiction du dopage dans le sport.

Neues aus den Regierungen

Föderalregierung

Mitteilung vom 03.11.2026

Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 03 novembre 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 3.013 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

ISIN Code : BE0312821938 - 11/02/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 0.873
Rend. moyen pondéré: 2.690%
Bid-to-cover ratio : 1.82

ISIN Code : BE0312824965 - 13/05/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 0.822
Rend. moyen pondéré: 2.949%
Bid-to-cover ratio : 1.89

ISIN Code : BE0312829048 - 14/10/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 1.318
Rend. moyen pondéré: 3.167%
Bid-to-cover ratio : 2.00

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

L'AFMPS se joint à la campagne mondiale MedSafetyWeek, qui a pour slogan : « N'ignorez pas les effets indésirables, déclarez-les »

La campagne mondiale MedSafetyWeek a lieu cette semaine. Le message est clair : « N'ignorez pas les effets indésirables suspectés, déclarez-les ». Vous contribuez ainsi à protéger les autres. 140 organisations issues de 130 pays participent à cette campagne et partagent des messages sur le sujet dans plus de 60 langues. Ceci fait de l'édition 2026 la plus importante à ce jour.

Mitteilung vom 29.10.2026

« Un splitting des pensions en Belgique : pourquoi et, le cas échéant, comment? »

Le Conseil de l'Egalité des Chances entre hommes et femmes a organisé un après-midi d'études autour de la dimension familiale des pensions avec une question particulière : est-il opportun d'instaurer un splitting de pensions entre partenaires en Belgique?

B-FAST facilite le développement de vaccins contre le virus Ebola de Bundibugyo en RDC

Depuis la confirmation de l'épidémie d'Ebola de Bundibugyo en mai 2026 en République démocratique du Congo (RDC), la Belgique suit la situation de près. Notre pays soutient notamment la recherche sur les vaccins et les traitements.

KCE Trials après 10 ans : un vrai moteur pour la recherche clinique indépendante en Belgique

Dix ans après sa création, KCE Trials confirme son rôle de moteur pour la recherche clinique non commerciale indépendante en Belgique. Une étude d'impact réalisée par Deloitte le confirme : le programme génère des données probantes scientifiques de haute qualité et axées sur la pratique concernant des thématiques liées aux soins qui ne présentent pas d'intérêt commercial, et contribue ainsi à de meilleurs soins de santé. Avec 75 études financées, plus de 32.000 patients recrutés et une production scientifique robuste, KCE Trials est aujourd'hui devenu un partenaire reconnu et apprécié bien au-delà de nos frontières. Deloitte conclut que le programme est pertinent, efficace et durable, et formule des recommandations pour renforcer encore son impact sociétal.

Mitteilung vom 28.10.2026

Mesures européennes visant à mieux encadrer le commerce électronique

L'Union européenne met en place plusieurs mesures afin de mieux gérer la forte croissance du commerce électronique et de renforcer le contrôle des marchandises en provenance de pays situés en dehors de l'UE. Depuis le 1er juillet 2026, un droit de douane temporaire de 3 € s'applique déjà aux envois d'une valeur inférieure ou égale à 150 €. À partir du 1er novembre 2026, deux nouvelles mesures entreront en vigueur : des frais de traitement européens de 2 € et de nouvelles exigences en matière d'identification des produits (PID).

Belgische Nationalbank

Christine Lagarde tritt als EZB-Präsidentin zurück
29 Okt 2026 - 14:00

Christine Lagarde wird ihr Amt am 7. Februar 2027 niederlegen. … weiter lesen (en)

Geldpolitische Beschlüsse - Oktober 2026
29 Okt 2026 - 14:15

Der EZB-Rat hat heute beschlossen, die drei Leitzinssätze der EZB unverändert zu belassen. Die

Energiepreise sind weiter gestiegen, was Aufwärtsrisiken für die Inflationsaussichten und Abwärtsrisiken für die Wachstumsaussichten mit sich bringt. … weiter lesen

L'économie belge progresse de 0,3 % au troisième trimestre de 2026

29 oct 2026 - 11:00

Selon l'estimation « flash », le PIB en volume, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a progressé de 0,3 % au troisième trimestre de 2026 par rapport au trimestre précédent. Comparativement au troisième trimestre de 2025, la croissance s'est établie à 0,7 %.
… lire plus

Vlaamse Regering

Ministerraad van 30 oktober 2026

- Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen (SERV): vervanging lid
- vzw APOPO: subsidie duurzame inzet detectiesystemen met dieren binnen Oekraïense mijnbestrijdingssector
- Subsidie project FAITH (Flanders AI Technology Hub) ter bevordering van de AI-adoptie bij Vlaamse ondernemingen
- Energiebeleidsovereenkomsten voor Vlaamse energie-intensieve ondernemingen 2027 – 2030
- Hoge Raad van Financiën (HRF): vervanging lid
- Voorontwerp van decreet tot ontbinding en vereffening van de Vlaamse Participatiemaatschappij
- Omzetting Europese energie-efficiëntierichtlijn (EED) I en II: wijziging Energiebesluit
- Nota aan het Overlegcomité: 'De validatie en indiening van het Belgische Sociaal Klimaatplan'
- Herverdeling provisioneel krediet: actieplan Energie-Efficiëntie eigen gebouwen en technische installaties begrotingsjaar 2026
- Rechtspositieregeling personeel lokale en provinciale besturen: salaristransparantie en minimumsalarissen
- Waardig uitvaartbeleid: voorontwerp van decreet
- Toekenning definitieve afwijking op principes regioconform samenwerken aan burensportdienst Sport Overleg Kust
- Oproep meerjarenovereenkomsten 2024-2029 iconisch monumentaal erfgoed: selectie projecten
- Afsluiting vereffening Opera voor Vlaanderen (OVV): subsidie Intercommunale Maatschappij Opera voor Vlaanderen voor betaling afkoopsom responsabiliseringsbijdrage aan Federale Pensioendienst
- Optimalisatie rechterlijke procedure Raad voor Vergunningsbetwistingen en Handhavingscollege: voorontwerp van wijzigingsdecreet
- Opheffing stelsel aanmoedigingspremie in kader landingsbanen en gelijkschakeling bedragen aanmoedigingspremies in kader zorgkrediet
- Subsidie pilootproject leerlingenvervoer schooljaar 2026-207 in pilootregio's Antwerpen, Leuven en Midwest
- Voorontwerpen van regeringsamendementen bij ontwerpdecreet over opheffing centra voor deeltijds onderwijs en programmatie en rationalisatie in basis- en secundair onderwijs
- Opheffing vrijstelling werkgevers- en werknemersbijdragen koopvaardij, bagger en zeesleepvaartsector
- Indexeringsmechanisme salarisbedrag buitenlandse werknemers: wijzigingsbesluit
- Wijziging besluit dienstencheques: tijdelijke maatregel beperking geldigheidsduur
- Hervorming dienstenchequesysteem: wijzigingsbesluit aanschafprijs, aankoopplafonds en geldigheidsduur
- vzw Z33: vervanging bestuursleden en verlenging mandaten
- Integratie VIA-5 & 6 financiering in uitvoeringsbesluit decreet Vlaamse Sociale Bescherming en besluit financiering sociale akkoorden gezondheidsvoorzieningen
- Toezicht- en handhavingstraject multidisciplinaire teams en aanvraag- en heroverwegingsprocedure
- Afschaffen tegemoetkoming in de loonkost of de kost voor telesecretariaat voor huisartsen
- Subsidiëring van infrastructuur van ziekenhuizen (indexsprong): wijzigingsbesluit
- Opstart geïntegreerd planproces GRUP 'Poort West-Limburg': startnota
- Aanpassingen Decreet Algemene Bepalingen Milieubeleid (DABM) en Materialendecreet
- Erkennings- en subsidiëringsvoorwaarden regionale landschappen
- Ondersteuning bosgroepen om Vlaamse beleidsdoelen geïntegreerd beheer ten behoeve van natuurbehoud te realiseren
- Wijziging regelgeving over de binnenvaart: technische voorschriften binnenschepen, erkenning keuringsorganisaties, opleiding binnenvaartpersoneel en toelating specifieke detectiemiddelen voor snelheidsmetingen
- Plaatsingsprocedure PPS totaalrenovatie Vierarmentunnel
- Wijziging subsidiedecreet sport in hoger onderwijs

- Una Via regeling rijbewijs voor voertuigen: praktijk en theorie in zelfde gewest
- De Vlaamse Waterweg nv: vervanging regeringscommissaris
- Elektronisch certificaat van overeenstemming (eCOC) in kader technische eisen voertuigen: standpuntbepaling
- Wijziging Mediadecreet: toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten
- Wijziging lijst van evenementen van aanzienlijk belang voor de samenleving (Mediadecreet): procedure verlenen sublicentie en geschillenbeslechting
- Samenwerkingsverbanden radio-omroeporganisaties via DAB+ op hetzelfde frequentieblok
- Bekrachtiging en afkondiging instemmingsdecreet Kaderovereenkomst EU-Chili
- Bekrachtiging en afkondiging decreet over subsidiëring stages bij multilaterale organisaties (Flanders Trainee Programme)
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet Integraal Waterbeleid
- (Gewijzigde) oprichtingsovereenkomst Afrikaans Ontwikkelingsfonds (AOF): bekrachtiging en afkondiging instemmingsdecreet
- Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst EU - Oezbekistan: bekrachtiging en afkondiging instemmingsdecreet
- Bekrachtiging en afkondiging decreet over vermindering methaanemissies energiesector
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet erkenning en subsidiëring georganiseerde sportsector
- Mededelingen

Ministerraad via elektronische procedure van 28 oktober 2026

- Ontwerp van Programmadecreet begrotingsopmaak 2027
- Samenwerkingsakkoord wegenvignet: voorontwerp van instemmingsdecreet

Belgisches Staatsblatt

N. 248 vom 29. Oktober 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
22. Juni 2026 - **Dekret zur ersten Anpassung des Dekrets vom 10. Dezember 2025 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2026**, S. 58314.

N. 250 vom 03. November 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
1. Juni 2026 - **Dekret über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2026**, S. 58727.

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
4. Juni 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. 58796.

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
17. September 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. 58803.

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
10. September 2026 - **Erlass der Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung der Kunstkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. 58832.

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
17. September 2026 - **Erlass der Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung der in Artikel 171bis des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen erwähnten Beschwerdekammer**, S. 58833.

Deutsche Übersetzungen

N. 249 vom 30. Oktober 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
30. April 2026 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Ausweisen von Ausländern zur Umsetzung eines lebenslangen Einreiseverbots** - Deutsche Übersetzung, S. 58450.

N. 250 vom 03. November 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Mobilität und Transportwesen
30. Juni 2026 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 3. Juni 2024 über das Gesetzbuch über den öffentlichen Straßenverkehr und seiner Anlagen** - Deutsche Übersetzung, S. 58613.

58314 BELGISCH STAATSBLAD — 29.10.2026 – Ed. 2 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C − 2026/005304]

22. JUNI 2026 — Dekret zur ersten Anpassung des Dekrets vom 10. Dezember 2025 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2026 (1)

Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2025-2026*
Nummerierte Dokumente: 5-1-HH2026 (2025-2026) Nr. 1 Dekretentwurf
5-1-HH2026 (2025-2026) Nr. 2 Bericht des Rechnungshofs
5-1-HH2026 (2025-2026) Nr. 3 Ausschussbericht
5-1-HH2026 (2025-2026) Nr. 4 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text
Ausführlicher Bericht: 22. Juni 2026 – Nr. 27 ′ ′ Diskussion und Abstimmung

BELGISCH STAATSBLAD — 03.11.2026 — MONITEUR BELGE 58727

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C − 2026/007745]

1. JUNI 2026 — Dekret über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2026 (1)

Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2025-2026*
Nummerierte Dokumente: *136 (2025-2026) Nr. 1* Dekretentwurf
136 (2025-2026) Nr. 2 Abänderungsvorschläge
136 (2025-2026) Nr. 3 Abänderungsvorschläge
136 (2025-2026) Nr. 4 Ausschussbericht + Erratum
136 (2025-2026) Nr. 5 Abänderungsvorschlag zu dem vom Ausschuss angenommenen Text
136 (2025-2026) Nr. 6 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text + Erratum
Ausführlicher Bericht: *1. Juni 2026 – Nr. 26* Diskussion und Abstimmung

58796 BELGISCH STAATSBLAD — 03.11.2026 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C − 2026/007859]

4. JUNI 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 54, abgeändert durch die Gesetze vom 18. Juli 1990 und 16. Juli 1993;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund der begründeten Stellungnahme des Direktionsrates des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. Mai 2026;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 27. Mai 2026;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für das Personal;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1. Der Anhang des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 19. März 2026, wird durch den Anhang des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 2. Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3. Der für das Personal zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 4. Juni 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C − 2026/007854]

17. SEPTEMBER 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 54, abgeändert durch die Gesetze vom 18. Juli 1990 und 16. Juli 1993;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund der begründeten Stellungnahme des Direktionsrates des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 7. September 2026;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 10. September 2026;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für das Personal;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Anhang des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 4. Juni 2026, wird durch den Anhang des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2027 in Kraft.

Art. 3 - Der für das Personal zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 17. September 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen

O. PAASCH

Anhang zum Erlass der Regierung vom 17. September 2026 zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Anhang zum Erlass der Regierung zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Fachbereich Ausbildung und Unterrichtsorganisation (FbAUO)
- Referat Schulfinanzierung und Datenstrategie (RefSCHUDA)
- Referat Unterrichtsorganisation (RefUO)
- Referat Weiterbildungsförderung, Erwachsenenbildung und Mittelstand (RefWEM)

Fachbereich Beschäftigung (FbBESCH)
- Referat Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen und Sozialökonomie (RefABSÖ)
- Referat Arbeitsmarktmonitoring (RefAMO)
- Referat Regionaler Arbeitsmarkt (RefRAM)

Fachbereich Familie und Soziales (FbFS)
- Referat Familie (RefFAM)
- Referat Familienleistungen (RefFAMLEIST)
- Referat Soziales (RefSOZ)

Fachbereich Finanzen (FbFIN)
- Referat Haushalt und Finanzprozesse (RefHAUFIN)
- Referat Buchhaltung Hauptverwaltung (RefBHHV)
- Referat Buchhaltung Dienste mit getrennter Geschäftsführung und Einrichtungen öffentlichen Interesses (RefBHDE)

Fachbereich Gesundheit und Senioren (FbGS)
- Referat Senioren (RefSEN)

Fachbereich Haushalt und Controlling (FbHAUCO)

Fachbereich Informatik (FbIT)
- Referat IT-Fachanwendungen (RefITFA)
- Referat IT-Unterrichtswesen (RefITUW)
- Referat IT-Support (RefITSUP)
- Referat IT-Infrastruktur und -Sicherheit (RefITSI)

Fachbereich Infrastruktur (FbINFRA)
- Referat Infrastrukturzuschüsse (RefIFZ)
- Referat Liegenschaften (RefLGS)

Fachbereich Integrierte Versorgung (FbIV)
- Referat Entwicklung (RefEWI)
- Referat Gesundheit (RefGES)
- Referat Infektionsschutz (RefINS)

Fachbereich Jugendhilfe (FbJH)
- Referat Gerichtliche Jugendhilfe und Jugendschutz (RefGJHS)

Referat Pflegschaft und stationäre Hilfen (RefPFSH)
Referat Einvernehmliche Jugendhilfe und Prävention (RefEJHP)
Referat Verwaltung und Erstkontakte (RefERST)
Fachbereich Justizhaus und Strafvollzug (FbJUS)
Referat Erstberatung und Support (RefEBS)
Referat Expertise (RefEXP)
Referat Justizhaus (RefJUS)
Referat Strafgefangenenbegleitung (RefSTGB)
Fachbereich Kommunikation (FbKOM)
Referat Empfang (RefEMPFANG)
Referat Online-Kommunikation (RefONLINE)
Fachbereich Kultur und Jugend (FbKUJ)
Referat Jugend (RefJUG)
Referat Kultur (RefKULT)
Referat Kulturerbe (RefKE)
Fachbereich Lokale Behörden und Kanzlei (FbLBK)
Referat Rechtswesen (RefRECHT)
Fachbereich Pädagogik (FbPAED)
Referat Pädagogische Erhebungen und Abkommen (RefPEA)
Referat Pädagogische Initiativen (RefPIN)
Fachbereich Personal und Organisation (FbPERS)
Referat Hausorganisation (RefHO)
Referat Personalverwaltung (RefPERSVW)
Fachbereich Raumordnung, Wohnen und Energie (FbRAUM)
Referat Bauanträge (RefBAU)
Referat Raumentwicklung und Wohnen (RefRW)
Referat Umwelt (RefUMW)
Referat Energieberatung (RefENER)
Fachbereich Sport, Medien und Tourismus (FbSMT)
Fachbereich Außenbeziehungen und Standortentwicklung (FbSTAND)
Referat Außenbeziehungen (RefAUBZ)
Referat EU-Förderprogramme (RefEU)
Referat Regionalentwicklung (RefREGION)
Referat Standortmarketing (RefMARKE)
Fachbereich Unterrichtspersonal (FbUP)
Referat Lohnbuchhaltung und Sozialsekretariat im Unterrichtswesen (RefLS)
Dienst mit getrennter Geschäftsführung Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft (DGGADG)
Referat Kontrolle Arbeitsmarkteingliederung (RefKAME)
Fachbereich Stellenvermittlung und Betriebsberatung (FbBB)
Referat Stellenvermittlung (RefSV)
Referat Sozialinspektion und Arbeitsgenehmigungen (RefSIAG)
Fachbereich Arbeitsvermittlung und sozial-berufliche Eingliederung (FbAVSBE)
Referat Arbeitsvermittlung (RefAV)
Referat Inklusive Beschäftigung (RefBESCH)
Fachbereich Berufswahl und -bildung (FbBWB)
Referat Berufsbildungsservice (RefBBS)
Referat Arbeitsmarktqualifizierung (RefSC)
Dienst mit getrennter Geschäftsführung Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben (DGGDSL)
Fachbereich Eigene Dienstleistungen (FbEIGDL)
Referat Hilfsmittel (RefHIMI)
Referat Wohnen und Alltag (RefWOHALL)
Referat Beihilfen (RefBEIH)
Fachbereich Orientierung (FbORIENT)
Referat Orientierung unter 66 Jahre (RefOU66)
Referat Orientierung ab 66 Jahre (RefOA66)
Fachbereich Verwaltung (FbVERW)
Dienst mit getrennter Geschäftsführung Gemeinschaftszentren (DGGGZ)
Fachbereich Finanz- und Personalverwaltung (FbFINPV)
Referat Atelier und Herberge ViDo (RefVIDO)
Referat Kloster Heidberg (RefKHEID)
Referat Bildungszentrum Ternell (RefTERNELL)
Fachbereich Worriken (FbWORR)
Referat Rezeption (RefREZ)
Referat Sport- und Ferieninfrastrukturen (RefSFI)

Referat Sport- und Gruppenangebote (RefSGA)
Referat Küche (RefKUECHE)
Referat Unterhalt (RefUNT)
Referat Service und Raumpflege (RefSRP)
Dienst mit getrennter Geschäftsführung Medienzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft (DGGMZ)
Fachbereich Medienzentrum (FbMZ)
Referat Medienverleih (RefMVERL)

Gesehen, um dem Erlass der Regierung vom 17. September 2026 zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Umsetzung der Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft beigefügt zu werden.

Eupen, den 17. September 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C − 2026/006957]

10. SEPTEMBER 2026 — Erlass der Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung der Kunstkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 18. November 2013 zur Förderung von Kultur in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Artikel 89.4 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 22. Februar 2016;

Auf Vorschlag des für Kultur zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1. Die in der Anlage zum vorliegenden Erlass enthaltene Geschäftsordnung der Kunstkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 15. Mai 2025 wird genehmigt.

Art. 2. Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 15. Mai 2025 in Kraft.

Art. 3. Der für Kultur zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 10. September 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien
G. FRECHES

Anlage zum Erlass der Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung der Kunstkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Geschäftsordnung der Kunstkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft

2025-2029

Artikel 1 – Zusammensetzung

Die Kunstkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft, im nachfolgenden als Kommission bezeichnet, setzt sich, wie im Dekret vom 18. November 2013 zur Förderung von Kultur in der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt, aus fünf Mitgliedern zusammen.

An den Sitzungen der Kommission nimmt zusätzlich ein Mitarbeiter des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft teil:

- als Sekretär, der das Protokoll der Kommission führt;
- als Fachberater, der der Kommission beratend zur Seite steht.

Artikel 2 – Befangenheit von Mitgliedern

Ein Mitglied der Kommission, das beruflich oder privat im Zusammenhang mit einem zu begutachtenden Kunstwerk einen unmittelbaren Vor- oder Nachteil erlangen kann, darf in dieser Angelegenheit weder beratend noch entscheidend mitwirken. Das Mitglied verlässt während dieser Zeit die Sitzung beziehungsweise äußert sich nicht im Umlaufverfahren. Eventuelle Interessenskonflikte sind von dem Mitglied bis spätestens zu Beginn der Sitzung oder des Umlaufverfahrens dem Ministerium mitzuteilen.

Artikel 3 – Einberufung - Versand

Der Sekretär beruft die Sitzung in Absprache mit dem Vorsitzenden bei Bedarf ein und legt die Tagesordnung fest.

Der Versand der Einladung sowie aller anderen Dokumente erfolgt auf elektronischem Weg, es sei denn, ein Mitglied hat ausdrücklich den Wunsch geäußert die Dokumente per Post zu erhalten.

Der Versand erfolgt mindestens 8 Tage vor Stattfinden der Sitzung.

Artikel 4 – Änderung der Tagesordnung

Jedes Mitglied kann einen schriftlichen Antrag auf Abänderung oder Vervollständigung der Tagesordnung stellen. Das Sekretariat muss diesen Antrag mindestens 3 Arbeitstage vor Stattfinden der Sitzung erhalten.

Dringlichkeitshalber können auch Tagesordnungspunkte am Tag der Sitzung aufgenommen werden. Über Annahme oder Ablehnung des Antrags entscheidet die Kommission zu Beginn der Sitzung.

Artikel 5 – Durchführung der Sitzungen

Die Kommission berät und beschließt in nicht öffentlicher Sitzung.

Der Vorsitzende leitet die Sitzung. Sollte der Vorsitzende abwesend sein, wird ein Sitzungsleiter aus den anwesenden Mitgliedern der Kommission benannt. Das Sitzungsprotokoll ist vom Vorsitzenden zu unterzeichnen.

Artikel 6 - Abstimmung

Die Kommission ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder anwesend ist. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit getroffen. Bei Stimmgleichheit zählt die Stimme des Vorsitzenden doppelt.

Wird ein Gutachten nicht einstimmig verabschiedet, verfasst die Kommission einen Bericht mit den unterschiedlichen Standpunkten.

Artikel 7 – Gutachten an den für Kultur zuständigen Minister

Die Kommission nimmt die ihr durch das Kulturförderdekret zugewiesenen Aufgaben wahr.

Die Kommission berät die Regierung bei Kunstankäufen und verfasst zu jeder Anfrage der Regierung im Hinblick auf einen Kunstankauf ein Gutachten.

Die Kommission kann Vorschläge für Kunstankäufe ausarbeiten.

Die begründeten Gutachten und Vorschläge der Kommission werden dem zuständigen Minister vorgelegt.

Artikel 8 – Sitzungsprotokolle - Vertraulichkeit

Die Sitzungsprotokolle sowie die verabschiedeten Gutachten oder Vorschläge werden allen Mitgliedern zugestellt. Diese Dokumente bzw. der Inhalt der Sitzungsgespräche dürfen nicht an unbefugte Dritte weitergeleitet bzw. vermittelt werden, es sei denn, wenn die Kommission einen dementsprechenden Beschluss fasst.

Gesehen, um dem Erlass der Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung der Kunstkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft beigefügt zu werden.

Eupen, den 10. September 2026

Für die Regierung
der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien
G. FRECHES

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C − 2026/007855]

17. SEPTEMBER 2026 — Erlass der Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung der in Artikel 171*bis* des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen erwähnten Beschwerdekammer

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen, Artikel 171*bis* § 4, eingefügt durch das Dekret der Wallonischen Region vom 30. März 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen, Artikel 9 § 1 Absatz 7;

Auf Vorschlag des für das Wohnungswesen zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die in der Anlage zum vorliegenden Erlass enthaltene Geschäftsordnung der in Artikel 171*bis* des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen erwähnten Beschwerdekammer wird genehmigt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Der für das Wohnungswesen zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 17. September 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit
L.KLINKENBERG

Anlage zum Erlass der Regierung vom 17. September 2026 zur Genehmigung der Geschäftsordnung der in Artikel 171*bis* des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen erwähnten Beschwerdekammer

Geschäftsordnung der in Artikel 171*bis* des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen erwähnten Beschwerdekammer

Artikel 1

Die Beschwerdekammer hat ihren Sitz im Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Gospertstraße 1, 4700 Eupen

Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird auf die gleichzeitige Verwendung der Sprachformen männlich, weiblich und divers (m/w/x) verzichtet. Sämtliche Personenbezeichnungen gelten gleichermaßen für alle Geschlechter.

Artikel 2

Die Beschwerdekammer befindet über die von Mietanwärtern und Mietern eingereichten Einsprüche bezüglich des Bewerbungsverfahrens, der vorrangigen Zulassung und der Beschlüsse zur Zuweisung der Wohnungen sowie der Festlegung des Mietzinses.

Artikel 3

Die Beschwerdekammer kommt so oft zusammen, wie es nötig ist, zu den vom Vorsitzenden festgelegten Ort, Datum und Uhrzeit, um die eingereichten Beschwerden zu prüfen und rechtsgültige Entscheidungen zu treffen.

Die Beschwerdekammer kann auch rechtsgültig digital abgehalten werden. Das Ministerium stellt dabei sicher, dass jeder Teilnehmer über die technischen Voraussetzungen verfügt, andernfalls muss die Sitzung vertagt werden. Die Sitzung kann in digitaler Form abgehalten werden, wenn dies durch übergeordnete Normen vorgeschrieben ist, oder auf Anfrage der Mehrheit der Mitglieder mit der Zustimmung des Vorsitzenden.

Artikel 4

Die Einladungen zu den Sitzungen der Beschwerdekammer werden mindestens 10 Kalendertage vor dem festgelegten Termin seitens des Ministeriums an die effektiven Mitglieder über den Postweg oder per E-Mail versandt.

Während den Monaten Juli und August sowie in der Periode vom 15. Dezember bis zum 15. Januar kann der Vorsitzende die Einladungsfrist jeweils um 10 Kalendertage verlängern.

In der Einladung sind Ort, Datum und Uhrzeit der Sitzung anzugeben. Die Informationen zu den eingereichten Beschwerden werden der Einladung beigefügt.

Ist ein effektives Mitglied verhindert, lässt es sich von seinem Stellvertreter ersetzen und informiert den Mitarbeiter des Ministeriums unverzüglich darüber.

Ein Vertreter der Regierung wird über die Sitzungen, denen er mit beratender Stimme beiwohnen darf, innerhalb der gleichen Fristen und unter den gleichen Bedingungen informiert.

Artikel 5

Der Vorsitzende oder sein Stellvertreter gewährleisten den Vorsitz der Beschwerdekammer.

Ein Mitarbeiter des Ministeriums unterstützt die Kammer logistisch während den Sitzungen.

Artikel 6

§ 1 - Nach Erhalt eines Einspruchs bestätigt ein Mitarbeiter des Ministeriums den Empfang und informiert den Kläger über die Zusammensetzung der Kammer – effektive und Ersatzmitglieder – um es ihm zu ermöglichen, sein Recht auszuüben, jegliches Mitglied aus rechtmäßigen Gründen abzulehnen.

Der Mitarbeiter des Ministeriums überprüft innerhalb von fünf Werktagen die Akte auf Vollständigkeit und beantragt gegebenenfalls die Vervollständigung der Akte.

Sobald die Akte vollständig ist, übermittelt der Mitarbeiter dem Vorsitzenden die vollständige Akte.

Der Vorsitzende überprüft die Zulässigkeit des Einspruches anhand der Bestimmungen des Artikels 8 des Erlasses der Wallonischen Region vom 06.09.2007 über die Vermietung der von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen.

Der Vorsitzende entscheidet über die Zulässigkeit des Einspruches.

§ 2 - Bei Unzulässigkeit des Einspruches übermittelt der Mitarbeiter des Ministeriums der klagenden Partei die begründete Entscheidung des Vorsitzenden per Einschreiben. Der Vorsitzende erhält eine Kopie dieses Schreibens.

§ 3 - Wenn der Einspruch zulässig ist, erstellt der Mitarbeiter des Ministeriums einen schriftlichen Bericht, den er der Akte beifügt, und übermittelt diesen dem Vorsitzenden innerhalb von 3 Werktagen nach Feststellung der Vollständigkeit der Akte.

Auf Anfrage des Vorsitzenden stellt der Mitarbeiter des Ministeriums alle von ihm angegebenen zusätzlichen Unterlagen zusammen und fügt sie der Akte bei.

Gegebenenfalls ändert der Mitarbeiter des Ministeriums den Bericht ab oder vervollständigt ihn.

Artikel 7

Die klagende Partei und die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes werden vom Ministerium mindestens 10 Kalendertage vor der für ihre Anhörung anberaumten Sitzung per Einschreiben vorgeladen.

Artikel 8

Die Parteien erscheinen persönlich. Sie können sich jedoch durch einen Bevollmächtigten vertreten oder beistehen lassen. Der Bevollmächtigte muss im Besitz einer schriftlichen, datierten und von der betroffenen Partei unterschriebenen Vollmacht sein.

Die Rechtsanwälte benötigen keine Vollmacht.

Die Anhörungen finden unter Ausschluss der Öffentlichkeit statt, es sei denn, der Kläger beantragt, dass die Verhandlung öffentlich abgehalten wird.

Artikel 9

Nach Anhörung der klagenden Partei und der betroffenen Wohnungsbaugesellschaft berät die Beschwerdekammer unter Ausschluss der Öffentlichkeit und ohne dass die Parteien anwesend sind.

Die Entscheidungen werden mit absoluter Mehrheit getroffen. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Die Mitglieder der Beschwerdekammer unterliegen der Geheimhaltungspflicht in Bezug auf die Unterlagen und die mündlichen Informationen, die sie im Rahmen ihres Mandates erhalten.

Artikel 10

Ein Mitarbeiter des Ministeriums übernimmt die Schriftführung.

Er ist für die Ausführung der Entscheidungen der Beschwerdekammer verantwortlich, insbesondere für die Einladungen und Notifizierungen, den Druck und die Verteilung der für die Arbeit der Beschwerdekammer erforderlichen Dokumente.

Der Mitarbeiter des Ministeriums teilt der klagenden Partei und der betreffenden Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes die Entscheidung der Beschwerdekammer per Einschreiben mit.

Er gewährleistet die Archivierung der Dokumente und Entscheidungen der Beschwerdekammer.

Artikel 11

Die vorliegende Geschäftsordnung kann auf Antrag der absoluten Mehrheit der Mitglieder verändert und von derselben absoluten Mehrheit angenommen werden.

Die abgeänderte Geschäftsordnung wird der Regierung zur Genehmigung vorgelegt.

Erstellt und genehmigt durch die Mitglieder der Beschwerdekammer in der Sitzung vom 12. Juni 2026.

Gesehen, um dem Erlass der Regierung vom [Datum] zur Genehmigung der Geschäftsordnung der in Artikel 171*bis* des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen erwähnten Beschwerdekammer beigefügt zu werden.

Eupen, den 17. September 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen

O. PAASCH

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit

L.KLINKENBERG

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkammer

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfwb.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLATT

- ejustice.just.fgov.be